



Sommaire

Edito
Alain Le Correp.1

La place du train en centre
Bretagne.....p.2

Projet de Tregor.....p.3

Projet navale militaire à
Brest.....p.3

1ers enseignements et pers-
pectives.....p.4

Face au plan de relance, un plan de rupture

« Du plan de relance au plan de rupture de la CGT, comment fait-on ? ». C'était l'interpellation la mieux partagée par les participants à la journée d'étude proposée par la CGT Bretagne le 5 février dernier avant d'entamer les travaux.

C'était aussi l'équation posée par les camarades investis dans la préparation de cette initiative décidée par le Comité Régional.

Le débat interactif s'est alors nourri des trois présentations sur un tour d'horizon CGT des politiques publiques nationales, « le plan de relance France » et la conduite des politiques publiques régionales.

En effet, partir d'une situation présente qui compile des interventions de l'ensemble des acteurs UE, Etat, Région, collectivités locales, est indissociable d'une approche citoyenne dans laquelle l'action syndicale a toute légitimité.

Se poser la question du contrôle des aides publiques, de la participation des salariés et de leurs représentants aux décisions qui sont prises à tous les niveaux est une évidence au regard d'un plan de relance présenté comme un soutien financier massif aux entreprises.

De prime abord, la méthode interroge du fait de l'impression de cosmétique ou de replâtrage, de flou apparent ou volontaire. La tonalité de nos débats a surtout démontré que personne n'était dupe des intentions des promoteurs de la politique ultralibérale, qui veulent avancer avec ou sans nous, ou plutôt malgré nous.

La nécessité d'apporter des réponses alternatives aux défis posés s'impose naturellement au regard de la réalité de l'affrontement de classe. C'est d'ailleurs l'analyse portée par la CGT lorsqu'elle a posé les jalons d'un plan de rupture au cœur de la crise sanitaire. C'est aussi le sens des interventions convergentes des participants à cette journée d'étude.

En rendre compte de façon exhaustive sur le numéro de Rapid Info que vous avez sous les yeux relèverait de la gageure au regard de la richesse des échanges.

Le parti pris qui a été choisi, est celui de mettre

en avant dans les pages centrales trois interventions emblématiques de démarches de projets alternatives déjà bien engagées. Ce choix ne doit surtout pas apparaître comme discriminant par rapport à d'autres exemples existants, dont certains ont même été évoqués : que ce soit à Lorient, St Malo, mais aussi dans le Finistère...

En attendant les prolongements attendus de cette journée d'étude, le site du Comité Régional CGT Bretagne publie en complément de ce numéro, les introductions au débat et l'ensemble des documents relatifs aux trois projets évoqués ci-après.

Ne pas en rester là n'était pas seulement une incantation des animateurs de cette journée, mais a résonné comme une évidence partagée par les participants.

Si l'on se donne pour ambition d'avancer ensemble sur une dynamique de conquête, cela signifie de s'appuyer sur des situations concrètes et de rechercher partout les leviers de mobilisation, que ce soit dans les syndicats et dans les localités.

Le plan de rupture se conçoit d'abord dans l'entreprise :

- recensement des besoins d'emplois jusqu'au bureau d'embauche
- élaboration de projets économiques alternatifs
- conditionnalité des aides publiques : quelle appropriation collective ?

Mais il doit aussi se traduire par la construction de plans de travail des secteurs professionnels et des territoires vers les syndicats pour conforter partout cette intervention syndicale.

A ce propos, un collectif régional sera mis en place afin de suivre et de coordonner l'impulsion des projets en Bretagne et de permettre que les travaux de cette journée d'étude tracent une perspective dans l'activité syndicale de la période qui s'ouvre devant nous.

Alain Le Corre

Comité Régional Cgt Bretagne

Site Internet :
www.cgt-bretagne.fr
mail :
cgt.bretagne@wanadoo.fr
Tél. 02 99 65 45 90
Fax : 02 99 65 24 98
Directeur de la
publication :
Thierry GOURLAY
I.S.S.N. : 1258-7745
C.P.P.A.P. : 0723 S 07992
Bimensuel - 0,15€

Parmi les exemples de rupture : la place du train en Centre Bretagne

**Témoignage de Simon
(cheminot), extrait :**

Un réseau ferroviaire performant

La Bretagne dispose d'un réseau ferroviaire performant desservant la grande majorité de la population, principalement concentrée sur les côtes et autour de Rennes. Les lignes en antenne ont été largement financées par le conseil régional, ce qui a permis de conserver un certain maillage du réseau. Les collectivités locales ont pour la plupart pris la relève de l'État, garant de l'égalité entre les territoires. .

Un territoire « oublié » : le Centre Bretagne

La carte du réseau ferroviaire Breton comporte un trou béant : le Centre-Bretagne et plus précisément les pays de Loudéac et de Pontivy. Les trajets domicile-travail, de tourisme, ainsi que les déplacements occasionnels ou de loisirs, sont laissés à la voiture toute puissante dans nos contrées.

La création d'un collectif pour la modernisation de la ligne St Brieuc Loudéac Pontivy Auray

Un collectif s'est constitué il y a deux ans sur les territoires de St-Brieuc à Auray afin de porter un projet ambitieux, structurant pour le Centre-Bretagne et d'intérêt général .

Cette modernisation répond à plusieurs enjeux : environnemental, de sécurité routière, économique et social, industriel, touristique.

La question du développement du FRET ferroviaire en Bretagne se pose avec plus acuité dans le Centre Bretagne car la population se sent abandonnée. Le Centre Bretagne doit faire face à une population vieillissante, à la disparition des services publics, au départ forcé des jeunes vers les métropoles.

Il est temps de sortir du cercle vicieux consistant à concentrer les salariés autour des grandes villes.

La crise sanitaire a mis en avant la place essentielle des services publics. Il appartient aux pouvoirs publics d'offrir à toute la population un moyen de transport de voyageurs et de marchandises sûr, efficace et rapide.

Un enjeu industriel et environnemental : le développement de la filière hydrogène

La SNCF a pris le parti de substituer l'hydrogène au diesel pour le fonctionnement des lignes ferroviaires autonomes

(sans caténaire). S'il est vrai que les dépenses du conseil régional en termes de matériels ferroviaires ont été importantes ces quinze dernières années, il est essentiel d'investir dans une énergie alternative au gasoil.

Les lignes de St-Brieuc – Auray, St-Brieuc – Dol, Quimper – Brest, Morlaix – Roscoff, Rennes – Châteaubriant, Auray – Quiberon, Carhaix – Guingamp – Paimpol, sont autant de lignes qui forment un vaste réseau pouvant à terme justifier des investissements forts dans une nouvelle filière industrielle Bretonne, basée sur les énergies renouvelables.

Un projet revendicatif de territoire

Le Centre Bretagne mérite un projet ambitieux, créateur d'emplois, garantissant l'accès et l'égalité de traitement à tous .

De manière générale, les lignes du maillage sont rénovées et jamais modernisées (sauf Lannion). Elles conservent un mode d'exploitation dépassé et sont limitées à un trafic faible, leur offre est peu attractive. La ligne St-Brieuc – Auray n'échappe pas à cette difficulté.

Pour réussir ce report modal, il faut moderniser et donc implanter un système de signalisation moderne.

Nous proposons plusieurs phases dans la réalisation de ce projet :

- En préalable, il convient de réaliser une étude complète sur le transport de voyageurs et sur le fret.

- La partie sud de la ligne étant toujours exploitée, l'accent peut être d'abord mis sur la modernisation de la partie nord entre St-Brieuc et Ploeuc—L'Hermitage pour développer la desserte périurbaine et FRET avec le matériel existant.

- En parallèle, il conviendra de mettre à niveau la partie sud pour le voyageur.

Le conseil Régional est à nos yeux la collectivité qui peut fédérer, investir et permettre sa mise en œuvre. Cela passe d'abord par la commande d'une étude complète pour les voyageurs comme pour le Fret.

[Retrouvez l'intégralité des interventions sur le site du Comité Régional www.cqt-bretagne.fr !](http://www.cqt-bretagne.fr)

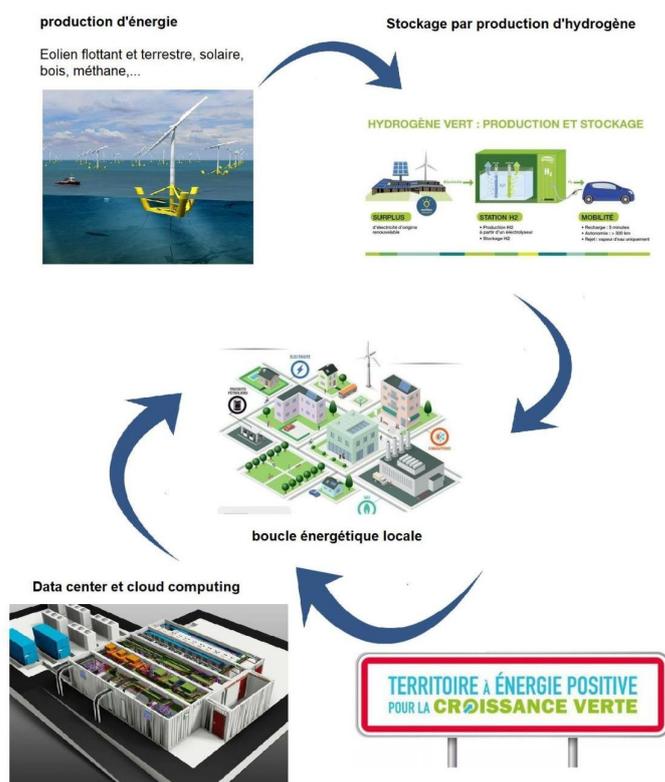
- Introduction aux politiques publiques
- Contribution comité de ligne centre Bretagne
- Projet territoire Trégor
- Le plan de relance du gouvernement

TREGOR : Un projet de territoire inclusif et de coopération

- Un vecteur : La transition énergétique et industrielle
- Un principe : Des activités complémentaires
- Un contexte : Des freins mais aussi des opportunités

De tels projets fédérés et portés par le territoire sont de nature à permettre de relever les défis environnementaux et sociaux auxquels nous sommes confrontés : Transition énergétique et industrielle pour changer de paradigme face au réchauffement climatique et le « (bien) vivre et travailler en Bretagne » emblématique de la région, en associant aux changements des objectifs qualitatifs pour l'emploi, la formation initiale et professionnelle et la sécurisation des parcours professionnels indispensables à sa concrétisation.

Un projet de territoire inclusif et de coopération



Témoignage de Stéphane Riou, extrait :

Reconstruire l'infrastructure, promouvoir l'emploi

Le secrétaire Général du syndicat de l'arsenal de Brest témoigne de la démarche projet du syndicat appelant à des collaborations des organisations de la CGT :

« Depuis l'année 2018 et la publication de la loi de programmation militaire 2019-2025 et plusieurs rendez-vous avec les députés de la Métropole Brestoïse sur le renouveau de la construction neuve des navires militaires sur Brest, il est pour le moins évident que la proposition CGT répond non seulement à un impératif de souveraineté industrielle et stratégique mais aussi est compatible avec un investissement pour le moins « acceptable ».

Cette proposition, les représentants CGT au CSEC de Naval Group ont réussi à la faire chiffrer par la Direction Générale du Groupe. Il s'agit de réindustrialiser les infrastructures de l'arsenal de Brest pour être en capacité de construire des navires. C'est un investissement industriel, technique mais aussi humain, par la formation et la

Navale militaire à Brest :

concrétisation de 700 emplois.

Plusieurs scénarii existent, celui de la réhabilitation pleine et entière sur la base navale est estimé à 100 millions d'euros. Dans un contexte de construction, de maintien en condition opérationnelle voire de déconstruction de navires à fort tonnage pour la Marine Nationale mais aussi sur des pistes de diversification, comme de la capacité à accueillir des composantes militaires en zone Atlantique, il paraît cohérent de pouvoir concrétiser cet investissement dans la perspective aussi de la réalisation envisagée par l'Etat français d'un second porte-avion à propulsion nucléaire, ce qui semble être le choix retenu. Rapporté au coût de ce seul projet de navire, l'investissement brestoïse en termes d'infrastructure doit se décider maintenant et demeure sans commune mesure.

Pour la CGT, il est essentiel que ce projet devienne une réelle option industrielle et humaine avec l'ensemble des parties prenantes, ce qui suppose, dans une démarche de plan de rupture, de rechercher les modalités d'interventions en territoire avec les organisations de la CGT. »

Premiers enseignements de la journée et perspectives :

Dans un cadre complexe et dans une période difficile, il y peut y avoir deux réflexes : le repli sur soi et la tactique de la « forteresse » (j'ai raison tout seul) ou alors, l'étude et l'échange pour construire ensemble. D'autant plus lorsque qu'il faut conduire « une rupture » et que « la » question posée en deuxième partie de journée est « comment fait-on pour y passer » ? Cette « rupture » repose bien évidemment, pour la CGT, sur la priorité apportée à la réponse aux besoins sociaux ou alors il ne s'agit que de « relancer » un système qui a déjà fait ses preuves, qui est à bout de souffle pour la planète comme pour l'émancipation humaine. Certes, ce système capitaliste fait de rares « heureux » qui n'aspirent pas à la rupture mais à la relance « plus fort, plus vite ».

Le premier enseignement de cette journée est en effet qu'il ne faut jamais négliger le temps de l'échange et surtout quand ça ne va pas fort. Mais plus que le débat -lui-même nécessaire- le temps de l'étude est tout aussi indispensable. Le deuxième enseignement est qu'il faut préciser les objectifs quitte à prévenir que c'est un parti pris. Mais la méthode de travail est aussi importante : solliciter les responsables de nos organisations sur leurs appréciations, compréhensions, commentaires, ... à partir de leur vie au travail ou en retraite d'ailleurs à l'épreuve des faits.

Alors oui, plus que jamais la CGT doit mettre au cœur de sa démarche la question du travail, de son sens et de sa juste rémunération. Plus que jamais, c'est la force des propositions de la CGT sur l'emploi, les services publics, l'industrie, la transition sociale et écologique, la culture, l'aménagement du territoire, les solidarités, ..., qui feront la différence, parce qu'il faut faire les différences :

Voulons-nous ou non un autre modèle que celui qui, obsolète, nous conduit d'ailleurs au désastre que l'on connaît aujourd'hui ? La première des différences est d'avancer de concert sur les questions sociales et environnementales puisqu'elles sont d'un ADN commun. On accepte ou pas la distribution d'argent public sans conditionnalités réelles et sans mesures établies de contrôle ? On est capable ou pas, de faire fi dans les syndicats d'une certaine « gêne » d'avancer nos projets au motif que l'urgence « vendue » de tous bords est celle « de sauver les meubles », ou plutôt une partie des propriétaires de ces derniers ? L'économie française, comme les autres d'ailleurs, est aujourd'hui largement administrée comme l'est par exemple l'agriculture ! Pour quels résultats quand le prix du travail des paysans modestes n'est même pas rémunéré comme l'effectivité de ce travail ?

C'est le principe appliqué avec un zèle évident dans la période que nous vivons, faire de cet instant l'apogée du « néo libéralisme ». Ce principe ? Faire payer par la sphère publique le bien privé.

Enfin, les échanges et les débats nourris de cette journée d'étude nous ont permis de dresser des perspectives et des axes de travail à mettre en œuvre engageant nos syndicats et nos structures :

- ⇒ La constitution d'un collectif régional d'impulsion et de suivi des projets en Bretagne
- ⇒ Une rencontre des syndicats le 27 avril 2021 afin d'élaborer, de construire, de développer des projets en rupture avec la situation économique et sociale actuelle, en réponse aux besoins des salariés
- ⇒ L'intervention des secteurs professionnels afin que ces projets alternatifs prennent racine et vie dans les syndicats.
- ⇒ La conférence régionale des 16 et 17 juin 2021

Les conséquences sociales, économiques et sanitaires de la crise actuelle se traduisent par une aggravation des inégalités, une fracture sociale pour la population et notamment pour la jeunesse, les chômeurs et les plus vulnérables.

Afin que ce que nous avons nommé le jour d'après ne se transforme pas en cauchemar pour un grand nombre de salariés, il est nécessaire de construire un plan de rupture avec le modèle économique conforté par le plan de relance.

Ce plan de rupture se fondera sur la protection du vivant et la réponse aux besoins sociaux et se déclinera à partir de :

- **Nos repères revendicatifs** en matière de salaires, de formation professionnelle, e sécurisation des parcours ...
- Notre exigence de **conditionnalité des aides publiques dans les entreprises, les branches et les territoires**
- Notre exigence de **créations d'emplois par des bureaux d'embauche**

Professions et territoires, travaillons encore mieux ensemble et utilisons ces instants pour avancer nos propositions, sans complexe, et poursuivons toutes les formes de mobilisations !